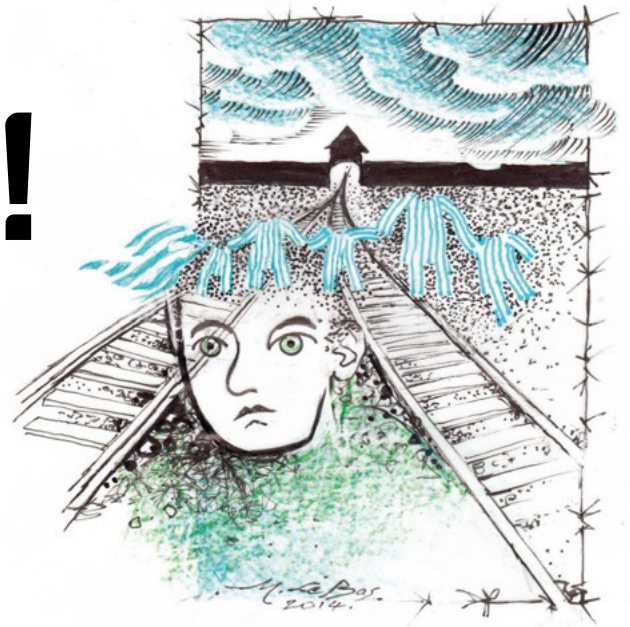


● Devoir de mémoire

No Pasaran !

Elle n'est pas si éloignée, l'époque pendant laquelle l'extrême droite a profité de la crise et du chômage pour prendre le pouvoir sur le continent. Un « train de la mémoire » tente de sensibiliser chaque année lycéens, lycéennes et jeunes salarié-es sur les dangers du nationalisme.



Le « train de la mémoire » réunit chaque année des jeunes – lycéens, lycéennes et jeunes salarié-es – dans le cadre du devoir de mémoire. Le principe est de refaire le trajet des déporté-es juifs depuis Chiasso en Italie, jusqu'à Cracovie en Pologne. A l'origine initiative italienne, deux délégations – française et croate – sont invitées depuis trois ans à participer à cette commémoration. La délégation française se compose de quatre organisations syndicales : FSU, CGT, CFDT et UNSA. La totalité du financement est réalisée par la région Rhône-Alpes. Le voyage a regroupé, du 8 au 12 avril, 550 lycéennes et lycéens italiens, 34 jeunes travailleuses et travailleurs français, ainsi qu'une vingtaine de ressortissants croates.

Comprendre son passé...

En 1940, les nazis convertirent l'ancienne caserne polonaise d'Auschwitz en « *camp de rééducation par le travail* ». Auschwitz est le plus grand camp de concentration et d'extermination du III^e Reich, créé en mai 1940 et libéré par l'Armée rouge le 27 janvier 1945. Plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants périrent à Auschwitz, dont 900 000 immédiatement à la sortie des trains, 90 % de ces personnes étaient juives. Auschwitz comprend deux autres camps : Auschwitz 2 Birkenau ouvert en octobre 1941 et Auschwitz 3 Monowitz ouvert en mai 1942, camp de travail pour les usines IG Farben. Ces 3 camps étaient complétés par une cinquantaine de petits camps dispersés dans la

région. La gestion des camps était confiée à l'organisation paramilitaire des Schutzstaffel (SS), mais leur présence était peu importante, une organisation hiérarchique entre prisonniers ayant été mise en place. Les kapos – prisonniers de droit commun choisis parmi les plus violents – étaient en charge de surveiller les déporté-es. D'autres prisonniers étaient affectés à la solution finale : gazage et crémation des corps. Avant la mise en œuvre de la solution finale, les premiers visés étaient les prisonniers politiques : intellectuels, opposants, syndicalistes. Il reste, encore à ce jour, des baraquements à perte de vue.

L'objectif du train de la mémoire est d'amener les jeunes à connaître leur passé pour ne plus le répéter. Les politiques d'austérités en Europe nourrissent de plus en plus les revendications nationalistes. L'extrême droite puise sa force dans le terreau des peurs de la crise et du chômage. Il y a 70 ans, Hitler est arrivé au pouvoir démocratiquement en s'appuyant sur ces mêmes peurs.

... pour ne plus le répéter

Lors d'une rencontre avec des militants syndicaux de l'Alliance panpolonaise des syndicats (OPZZ), Daniel, sociologue polonais, expose son analyse de la situation. Il travaille sur la problématique de l'extrême droite en Pologne depuis 1989. En Europe occidentale, l'extrême droite vise essentiellement les immigré-es et les minorités. En Pologne, la situation est différente. Les ennemis

sont d'avantage les mouvements politiques (principalement les communistes), les homosexuels et les partis libéraux : il n'y a pas d'immigration dans ce pays. Les recherches de Daniel sont ciblées sur la violence et le langage dont l'extrême droite se sert. Il définit trois étapes. Une première période de radicalisation entre 1989 et 2001, pendant laquelle les mouvements nationalistes tentent d'organiser les jeunes chômeurs et les skinheads en les opposant aux autres

● L'extrême droite puise sa force dans le terreau des peurs de la crise et du chômage. Hitler est arrivé au pouvoir démocratiquement en s'appuyant sur ces mêmes peurs.

chômeurs et à la minorité juive (pratiquement inexistante depuis la Seconde Guerre mondiale). Une étape d'institutionnalisation entre 2001 et 2008, pendant laquelle les partis nationalistes entrent au gouvernement (la Ligue des familles polonaises en 2001), optent pour un discours moins radical et tendent à limiter la violence physique. Ils adoptent un discours démagogique et un programme social : allocations chômage, transport à tarif réduits, etc. Enfin, depuis 2008, le parti centre droite domine la vie politique, entraînant une nouvelle étape

de radicalisation de l'extrême droite. Les partis, organisations ou groupuscules adoptent un langage néonazi et provoquent une montée de la violence.

Des partis qui s'institutionnalisent

Une organisation en particulier – le Renouveau national de la Pologne – collabore avec d'autres groupes fascistes et néonazis en Italie et en Allemagne. Mais dernièrement, cette organisation en a rassemblé d'autres au sein du Mouvement national et présente des candidats aux prochaines élections européennes et aux élections nationales... Chaque 11 novembre, fête nationale polonaise, a lieu une manifestation néonazie qui traverse la ville de Varsovie. Mais pour la première fois en 2011, des organisations syndicales et politiques – dont le syndicat OPZZ – ont organisé une contre-manifestation : *No Pasaran !* Bien que moins nombreux, ils réussissent chaque année à faire dévier la manifestation néonazi. L'OPZZ est l'unique syndicat à s'opposer et à se mobiliser contre l'extrême droite. Pire, on peut apercevoir flotter des drapeaux de *Solidarnosc* chez les néonazis... Le 10 avril, la délégation intersyndicale française du « train de la mémoire » a réaffirmé, « *en cette période d'austérité économique forte comparable à celle des années 1930, que le combat contre le fascisme, l'antisémitisme et la lutte contre les discriminations doit rester un engagement de chaque instant pour toutes et tous* ». No Pasaran ! ●

Wanessa Berrimi (SNU Rhône-Alpes)